Face aux logements sociaux, accusés d’importer l’insécurité, des habitants de communes du Pays d’Aubagne (13) s’inquiètent pour leur quotidien. Le média La Provence parle d’un « fantasme » et ironise cette « marseillophobie »

16/02/2026 à 19h05



Dans de nombreux villages, les logements sociaux sont accusés d’importer de Marseille une insécurité citadine, assimilant les ménages précaires au narcotrafic phocéen. Un fantasme loin de la réalité du terrain.

Des “dealers”, des “racailles”, des “étrangers”… Derrière ces qualificatifs dégradants entendus d’Aubagne à La Ciotat, le même public visé : les locataires des logements sociaux. Plus spécialement ceux venus de Marseille, arrivés dans les villages à mesure que des constructions sont sorties de terre. “La commune change, on ne s’y sent plus en sécurité depuis

qu’ils sont là”, souffle un matin un retraité de Cuges-les-Pins. Sur la place du marché, les logements sociaux de la Zac des Vigneaux, à l’entrée du village, sont pointés du doigt.

En cause : parmi les 80 appartements construits en 2020, une part a été attribuée à des locataires en situation de précarité venant de Marseille. “C’était paisible ici. Mais depuis, tous les quartiers Nord sont arrivés chez nous avec leurs constructions”, complète une retraitée sur le marché de Cuges. Pêle-mêle, ces occupants sont accusés d’alimenter le trafic de stupéfiants, cambrioler des maisons, “de rayer les voitures”, peste une habitante. Ce discours, on l’entend dans de nombreuses communes, surtout dans le contexte électoral des municipales. Avec cette “marseillophobie”, les limites communales sont aussi scrutées que les frontières nationales (…)

La Provence